



# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 DÉCEMBRE 2018



Pernod Ricard  
*Créateurs de convivialité*

## SOMMAIRE

<b>1/ ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....</b>	<b>1</b>
<b>2/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....</b>	<b>2</b>
1. Faits marquants du premier semestre 2018/19 .....	2
2. Chiffres clés de l'activité.....	2
A. Résultat Opérationnel Courant .....	3
B. Résultat net courant part du Groupe .....	6
C. Résultat net part du Groupe.....	6
3. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.....	6
4. Perspectives.....	6
5. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS.....	7
6. Principales transactions avec les parties liées .....	7
<b>3/ COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES.....</b>	<b>8</b>
1. Compte de résultat consolidé.....	8
2. Etat du résultat global consolidé.....	9
3. Bilan consolidé.....	10
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés .....	10
5. Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	12
6. Notes annexes aux comptes consolidés .....	13
<b>4/ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE .....</b>	<b>35</b>

## **1/ Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

**Alexandre Ricard**

**Président-Directeur Général**

## 2/ Rapport semestriel d'activité

La mention « Retraité » correspond uniquement au retraitement des comptes de l'exercice 2017/18 requis par l'application de IFRS 15 (voir détail dans la Note 1.4.1 des Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés ci-après). Lorsque des informations sont présentées sans mention de retraitement, cela signifie que les agrégats présentés ne sont pas impactés par IFRS 15.

### 1. Faits marquants du premier semestre 2018/19

Le groupe n'a procédé à aucune acquisition ou cession significative au cours du premier semestre de son exercice 2018/19.

### 2. Chiffres clés de l'activité

**Chiffre d'affaires de 5 185 M€ au S1 2018/2019**, avec une **croissance interne de +7,8 %** et une **croissance faciale de +5,0 %**, compte tenu d'un effet de change négatif.

La croissance est restée dynamique, grâce à la mise en œuvre cohérente de la feuille de **route de croissance à moyen terme** :

- **croissance soutenue et diversifiée**
- **fort effet prix/mix**, notamment pour les Marques Stratégiques Internationales
- impact positif de **l'avancée du Nouvel An Chinois<sup>1</sup>** qui se déroulera au 2e semestre
- une avancée significative dans la mise en œuvre du plan d'efficacité opérationnelle 2016/20 : les économies P&L de 200 M€ devraient être délivrées d'ici fin juin 2019, un an à l'avance.

**Ce fort dynamisme s'explique par les éléments suivants :**

- **Amérique** : forte croissance **+4 %**, les États-Unis continuant d'enregistrer une croissance globalement en ligne avec le marché
- **Asie-Reste du Monde** : accélération de **+16 %**, grâce à la Chine et à l'Inde (ces deux marchés étant favorisés par des effets techniques<sup>2</sup>) ainsi qu'à l'Afrique et le Moyen-Orient
- **Europe** : **stable**, avec la poursuite d'un fort dynamisme en Europe de l'Est mais une performance contrastée en Europe de l'Ouest.

**Performance très soutenue du portefeuille, avec un fort effet prix/mix à +2,3 % :**

- **Marques Stratégiques Internationales : +10 %**, avec une forte croissance de Martell, Jameson, le Scotch, le gin et le champagne, ainsi qu'un effet prix/mix très positif (+5,9%)

- **Marques Stratégiques Locales : +11 %**, tirées par l'accélération des whiskies indiens Seagram's (avec un effet prix positif)
- **Spécialité : +11 %** avec une très forte croissance de Lillet, Monkey 47 et Altos
- **Vins stratégiques : -8 %**, en raison de l'implémentation de la stratégie valeur et une base de comparaison élevée sur Campo Viejo (+23% au S1 17/18).

**Le chiffre d'affaires du 2e trimestre s'élève à 2 798 M€, avec une croissance interne de +5,6 % (+3,2 % en facial)**, après un 1er trimestre renforcé par le phasage et la base de comparaison.

**La croissance devrait se modérer au 2e semestre** en raison de l'optimisation des stocks des grossistes aux États-Unis, d'un litige commercial en France et en Allemagne, et une gestion de la croissance durable de Martell.

**Le ROC<sup>3</sup> du S1 2018/19 a atteint 1 654 M€, avec une croissance interne de +12,8 % et +10,6 % en facial.** Pour l'ensemble de l'exercice 2018/19, **l'impact du change sur le ROC est estimé à environ 30 M€<sup>4</sup>.**

**Le taux de marge opérationnelle interne au 1er semestre enregistre une très forte hausse, +148pbs, grâce à :**

- **très forte croissance du chiffre d'affaires**
- **Expansion de la marge brute +71pbs**, partiellement favorisée par le CNY antérieur
  - **effet prix renforcé** tiré par Martell, les whiskies indiens Seagram, Chivas, Jameson et Perrier-Jouët
  - **impact négatif** du mix dû à l'accélération des whiskies indiens Seagram, même si la marge de ces derniers est en progression

<sup>1</sup> Nouvel An chinois (NAC) le 5 février 2019 vs 16 février 2018

<sup>2</sup> Calendrier du Nouvel An chinois (NAC) ; base de comparaison faible due à l'interdiction de la vente d'alcool à proximité des autoroutes en Inde au T1 de l'exercice 2017/18

<sup>3</sup> ROC : Résultat Opérationnel Courant; A&P : Advertising and Promotional Expenditure (en Français Investissements publicitaires)

<sup>4</sup> Sur la base de taux projetés au 24 janvier 2019, notamment un taux EUR/USD de 1,14

- **Pression inflationniste des coûts** largement compensée par **les initiatives d'Excellence opérationnelle**
- **A&P : +5 %** avec une réduction du ratio A&P due au phasage S1/S2
- **Une stricte maîtrise des frais de structure : +5%.**

**La marge opérationnelle du S2 sera plus modérée** en raison de la gestion de la croissance pérenne de Martell, de l'optimisation des stocks de produits finis des grossistes aux USA et du phasage des dépenses publi-promotionnelles.

Le **taux d'impôt sur les bénéfices courant est d'environ 25%** au S1 2018/19. Un taux proche de 26% est attendu sur l'ensemble de l'exercice 18/19.

**Part du Groupe du ROC net de 1 105 M€**, +11 % en facial vs S1 2017/18, principalement grâce à l'excellente amélioration du ROC.

## A. Résultat Opérationnel Courant

(En millions d'euros)	31/12/2017	12/31/2018	Croissance faciale		Croissance interne*	
	Retraité	6 mois	En MEUR	En %	En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	4 937	5 185	248	5%	378	8%
Marge brute après coûts logistiques	3 027	3 239	212	7%	270	9%
Investissements publi-promotionnels	(771)	(799)	(28)	4%	(40)	5%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 257	2 440	184	8%	230	10%
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>1 496</b>	<b>1 654</b>	<b>158</b>	<b>11%</b>	<b>193</b>	<b>13%</b>

\* A taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Le chiffre d'affaires consolidé (hors droits et taxes) de Pernod Ricard au S1 2018/2019 progresse de +7,8 % à 5 185 M€, contre 4 937 M€ au S1 2017/18 (retraité) :

- **Forte croissance en Amérique** (+4 % vs. +6 % au S1 2017/18 retraité), les États-Unis continuant d'enregistrer une croissance globalement en ligne avec le marché
- **Croissance très dynamique** (+16 % vs. +7 % au S1 2017/2018 retraité), grâce à la Chine et à l'Inde, ces deux marchés étant favorisés par des effets techniques<sup>6</sup>, ainsi qu'à l'Afrique et le Moyen-Orient
- **Fort élan continu en Europe de l'Est mais avec des performances contrastées en Europe occidentale** (+0 % vs. +3 % au S1 2017/18 retraité).
- **Forte croissance des Marques Stratégiques Internationales** (+10 % vs. +5 % au S1 2017/18 retraité), tirée par Martell, Jameson, le Scotch, le Gin et le Champagne ainsi qu'un fort effet prix
- **Accélération des Marques Stratégiques Locales** (+11 % vs. +5 % au S1 2017/18 retraité) grâce aux whiskies indiens Seagram
- **Spécialités** (+11 % vs. +14 % au S1 2017/18 retraité), très forte croissance de Lillet, Monkey 47 et Altos
- **Baisse pour Vins stratégiques** (-8 % vs. +5 % au S1 2017/18) qui s'explique par l'implémentation de la stratégie valeur au Royaume-Uni et une base de comparaison élevée sur Campo Viejo

La marge brute après charges logistiques s'élève à 3 239 M€, soit une croissance interne de +9 %. Le taux de marge brute atteint 62,5 % (+71 pbs sur une base comparable), partiellement favorisé par le Nouvel An chinois précoce. Cette amélioration s'explique par :

- **Un effet prix renforcé** tiré par Martell, les whiskies indiens Seagram, Chivas, Jameson et Perrier-Jouët

<sup>5</sup> Sur la base de taux moyens EUR/USD : 1,18 en 2018 vs 1,13 en 2017

<sup>6</sup> Chine : Impact du Nouvel An chinois (NAC) le 5 février 2019 vs 16 février 2018, Inde : base de comparaison faible due à l'interdiction de la vente d'alcool à proximité des autoroutes en Inde au T1 de l'exercice 2017/18

- **Un impact négatif** du mix dû à l'accélération des whiskies indiens Seagram, même si la marge de ces derniers est en progression
- **Pression inflationniste des coûts** largement compensée par **les initiatives d'Excellence opérationnelle**

**Investissements publi-promotionnels en augmentation de +5 %** avec une réduction du ratio publi-promotionnel en raison du phasage S1/S2

**La contribution après investissements publi-promotionnels atteint 2 440 M€ (+10 %)**. Cela représente 47,1 % du chiffre d'affaires, en hausse de +107pbs sur une base comparable par rapport au S1 2017/18.

**Le Résultat Opérationnel Courant (ROC) a augmenté de +12,8 % (+148pbs), une excellente performance** stimulée par l'amélioration de la marge brute et une maîtrise des frais de structure, renforcée par le phasage du Nouvel an chinois et des investissements publi-promotionnels au S1.

**La marge opérationnelle du S2 sera plus modérée** en raison de la gestion de la croissance pérenne de Martell, de l'optimisation des stocks de produits finis des grossistes aux USA et du phasage des dépenses publi-promotionnelles.

### Activité commerciale par zone géographique

#### Amérique

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018	Croissance faciale		Croissance interne*	
	Retraité		En MEUR	En %	En MEUR	En %
	6 mois	6 mois				
Chiffre d'affaires	1 369	1 389	20	1%	51	4%
Marge brute après coûts logistiques	908	942	34	4%	29	3%
Investissements publi-promotionnels	(283)	(276)	8	-3%	4	-1%
Contribution après frais publi-promotionnels	625	666	42	7%	33	5%
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>423</b>	<b>470</b>	<b>47</b>	<b>11%</b>	<b>36</b>	<b>8%</b>

#### Asie/Reste du Monde

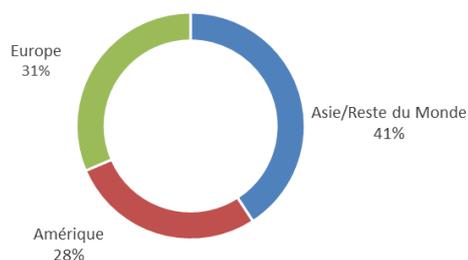
(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018	Croissance faciale		Croissance interne*	
	Retraité		En MEUR	En %	En MEUR	En %
	6 mois	6 mois				
Chiffre d'affaires	2 015	2 266	251	12%	323	16%
Marge brute après coûts logistiques	1 166	1 353	187	16%	231	20%
Investissements publi-promotionnels	(279)	(309)	(30)	11%	(37)	13%
Contribution après frais publi-promotionnels	887	1 044	157	18%	194	22%
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>628</b>	<b>766</b>	<b>138</b>	<b>22%</b>	<b>167</b>	<b>26%</b>

#### Europe

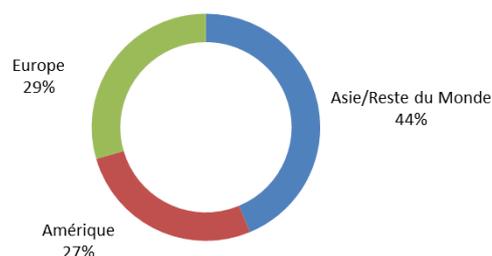
(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018	Croissance faciale		Croissance interne*	
	Retraité		En MEUR	En %	En MEUR	En %
	6 mois	6 mois				
Chiffre d'affaires	1 552	1 530	(23)	-1%	4	0%
Marge brute après coûts logistiques	953	944	(9)	-1%	9	1%
Investissements publi-promotionnels	(208)	(214)	(6)	3%	(7)	3%
Contribution après frais publi-promotionnels	745	730	(15)	-2%	2	0%
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>445</b>	<b>418</b>	<b>(27)</b>	<b>-6%</b>	<b>(10)</b>	<b>-2%</b>

\*A taux de change et périmètre constants (croissance interne)

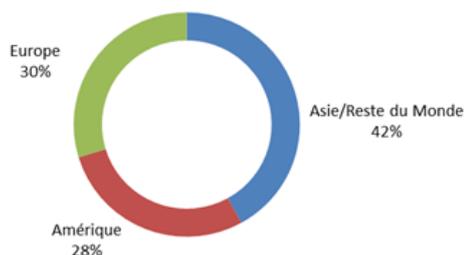
Chiffre d'affaires retraité par région,  
au 1<sup>er</sup> semestre 2017/18



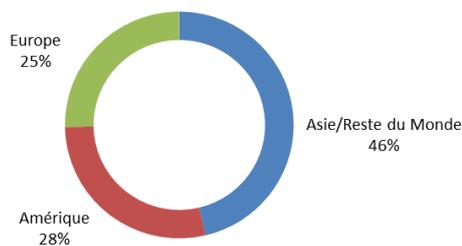
Chiffre d'affaires par région,  
au 1<sup>er</sup> semestre 2018/19



Résultat Opérationnel Courant par région,  
au 1<sup>er</sup> semestre 2017/18



Résultat Opérationnel Courant par région,  
au 1<sup>er</sup> semestre 2018/19



Le Résultat opérationnel courant (ROC) dans la région **Amérique** a progressé de 8 %<sup>1</sup> (+11 % en facial) grâce à :

- **une forte croissance des ventes internes**, les États-Unis continuant d'enregistrer une croissance en ligne avec le marché
- **Le taux de marge brute en légère baisse** en raison du mix négatif et à l'inflation du coût de l'agave
- **Investissements publi-promotionnels** à -1 % en raison du phasage des investissements pour soutenir les marques prioritaires (notamment Martell et Jameson aux États-Unis)
- **Augmentation des frais de structure inférieure à celle des Ventes**, grâce à une forte discipline
- **Impact de change positif** en raison d'un USD fort par rapport à l'euro

Le ROC dans la région **Asie / Reste du Monde** a progressé de +26 %<sup>1</sup> (+ 22 % en facial) sous l'effet des éléments suivants :

- **Accélération des ventes** tirée par la Chine (avec l'avancée du Nouvel an chinois qui se déroulera au S2) et l'Inde
- **Progression significative de la marge brute** principalement due aux augmentations de prix (Martell et whiskies indiens Seagram)
- **Augmentation des investissements publi-promotionnels** globalement en ligne avec la croissance du chiffre d'affaires, pour supporter

les campagnes clés, en particulier de Martell et Chivas en Chine

- Croissance des frais de structure reflétant **des investissements ciblés sur les relais de croissance**
- **Impact de change négatif** principalement dû à la faiblesse de la lire turque et de la roupie indienne par rapport à l'euro

En **Europe**, légère baisse du ROC de -2 %<sup>1</sup> (-6 % en facial) qui s'explique par :

- **Une croissance des ventes stable**, avec la poursuite d'un fort dynamisme en Europe de l'Est mais une performance contrastée en Europe occidentale
- **Une augmentation de la marge brute** grâce aux initiatives d'excellence opérationnelle à un mix positif (Royaume-Uni / Europe centrale) et aux prix (notamment en Allemagne et au Royaume-Uni) positifs
- **Une augmentation des investissements publi-promotionnels** soutenant les marques stratégiques avec une pondération plus importante au S1, qui s'atténuera au S2
- **Frais de structure** à env. +1 %, grâce à une discipline solide
- **Impact de change négatif** principalement dû à la faiblesse du rouble russe par rapport à l'euro

<sup>1</sup> A taux de change et périmètre constants (croissance interne)

## B. Résultat net courant part du Groupe

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Résultat Opérationnel Courant	1 496	1 654
Résultat financier courant	(153)	(157)
Impôt sur les bénéfices courants	(333)	(379)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(16)	(13)
<b>Résultat net courant part du Groupe</b>	<b>994</b>	<b>1 105</b>
<b>Résultat net courant part du Groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>3,74</b>	<b>4,16</b>

### Charges financières nettes liées au résultat opérationnel courant

Les charges financières nettes liées au résultat opérationnel courant ont atteint (157) millions d'euros, en hausse de 2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le coût moyen de la dette a augmenté à 3,8 % (contre 3,4 % au S1 2017/18). Pour l'ensemble de l'exercice 2017/18, le coût de la dette devrait être d'environ 3,9 % (comme annoncé le 29 août 2018).

### Dette nette

L'endettement net s'établit à 7 223 M€ au 31 décembre 2018 contre 6 962 M€ au 30 juin 2018, soit une augmentation de 260 M€. Cela s'explique par une génération de trésorerie compensée par une hausse des versements de dividendes (paiement intégral des dividendes au S1), la croissance externe principalement

liée à l'acquisition d'une participation minoritaire et à un écart de change (taux EUR/USD 1,15 au 31/12/2018 vs. 1,17 au 30/06/2018) pour l'endettement financier en USD (54 % de l'Endettement brut au 31/12/2018).

### Impôt sur le résultat opérationnel courant

L'impôt sur le résultat opérationnel courant s'élève à (379) millions d'euros, équivalant à un taux d'imposition proche de 25 %, comparable à celui de l'exercice 2018. Pour l'ensemble de l'exercice 2018/19, le taux d'imposition devrait être d'environ 26 % (comme annoncé le 29 août 2018).

### Résultat net courant part du Groupe

Le résultat net courant Part du Groupe, s'établit à 1 105 M€ au 31 décembre 2018, en hausse de +11 % par rapport au S1 2017/18.

## C. Résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Résultat Opérationnel Courant	1 496	1 654
Autres produits et charges opérationnels	62	(66)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 558</b>	<b>1 588</b>
Résultat financier courant	(153)	(157)
Autres éléments financiers non courants	4	1
Impôt sur les sociétés	(246)	(397)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(16)	(13)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 147</b>	<b>1 023</b>

### Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (66) millions d'euros au 31 décembre 2018.

### Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe est de 1 023 millions d'euros, en baisse de 11 %.

## 3. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Pernod Ricard est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du Document de référence 2017/18, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

## 4. Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 2018/19, dans un environnement incertain, Pernod Ricard prévoit :

- **La poursuite d'une croissance** diversifiée
- **La croissance devrait ralentir au S2** en raison de l'optimisation des stocks des grossistes aux États-Unis, des litiges commerciaux en France et en Allemagne, et une gestion de la croissance sur le long-terme pour Martell.
- la poursuite d'un **bon effet prix-mix**
- **une réalisation anticipée des économies de 200 M€** en résultat prévues dans le cadre de la feuille de route d'excellence opérationnelle portant sur période 2015/16-2019/20 : l'objectif devrait être atteint durant l'exercice 2018/19
- **c. amélioration interne de 50 pbs de la marge opérationnelle courante**
  - **un impact des taux de change** d'environ +30 M€<sup>7</sup> sur le ROC

**Un relèvement de l'objectif de croissance interne du ROC pour l'exercice 2018/19 compris entre +6 % et +8 %**

### **PLAN A TROIS ANS « TRANSFORM & ACCELERATE »**

“Transform & Accelerate” a démarré en 18/19 et vise à entériner une croissance dynamique et générer une amélioration de marge opérationnelle, en ligne avec l'objectif de maximiser la création de valeur à long-terme.

**L'ambition 2019/21 :**

- **une croissance de chiffre d'affaires comprise entre +4 et +7%**, tirant parti des avantages concurrentiels et d'un investissement continu derrière les priorités clés
- une attention particulière portée à **l'effet prix et l'excellence opérationnelle, avec un nouveau plan d'efficacité opérationnelle de 100 M€ d'économies d'ici 20/21**
- le maintien d'un **fort niveau de dépenses publi-promotionnelles autour de 16% du chiffre d'affaires**, avec de forts arbitrages pour soutenir les marques et marchés prioritaires tout en stimulant l'innovation
- **une discipline sur les coûts de structure**, permettant d'investir dans les priorités tout en maintenant une organisation agile, avec une croissance en deçà de celle du chiffre d'affaires
- **une amélioration de la marge opérationnelle de c.50-60pb, lorsque le chiffre d'affaires est dans la fourchette +4% à +7%**.

### **RAPPEL DE LA POLITIQUE DE DIVIDENDE**

- **une augmentation progressive du taux de distribution des dividendes à environ 50%** du Résultat net courant, d'ici la fin de l'exercice 19/20 (NB dividende 17/18 de 41%).
- une **gestion active du portefeuille de marques** et un engagement à saisir les **opportunités d'acquisition créatrices de valeur** tout en conservant sa **notation investment grade**.

## 5. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS

Les définitions et les rapprochements des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS sont décrits dans le rapport de gestion du Document de Référence 2017/18.

## 6. Principales transactions avec les parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 22 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

<sup>7</sup> Sur la base de taux projetés au 24 janvier 2019, notamment un taux EUR/USD de 1,14

### 3/ Comptes consolidés semestriels condensés

La mention « Retraité » correspond uniquement au retraitement des comptes de l'exercice 2017/18 requis par l'application de IFRS 15 (voir détail dans la Note 1.4.1 des Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés ci-après). Lorsque des informations sont présentées sans mention de retraitement, cela signifie que les agrégats présentés ne sont pas impactés par IFRS 15.

#### 1. Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	31/12/2017 Retraité	31/12/2018	Notes
Chiffre d'affaires	4 937	5 185	3
Coût des ventes	(1 910)	(1 946)	3
<b>Marge brute après coûts logistiques</b>	<b>3 027</b>	<b>3 239</b>	3
Frais publi-promotionnels	(771)	(799)	
<b>Contribution après frais publi-promotionnels</b>	<b>2 257</b>	<b>2 440</b>	
Frais de structure	(761)	(786)	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 496</b>	<b>1 654</b>	
Autres produits et charges opérationnels	62	(66)	4
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 558</b>	<b>1 588</b>	
Charges financières	(172)	(174)	5
Produits financiers	23	18	5
<b>Résultat financier</b>	<b>(149)</b>	<b>(156)</b>	
Impôt sur les bénéfices	(246)	(397)	6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	0	
<b>Résultat net</b>	<b>1 163</b>	<b>1 036</b>	
Dont :			
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	16	14	
<b>- Part du Groupe</b>	<b>1 147</b>	<b>1 023</b>	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4,34	3,87	7
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	4,32	3,85	7

## 2. Etat du résultat global consolidé

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018	Notes
<b>Résultat net de la période</b>	<b>1 163</b>	<b>1 036</b>	
<b>Eléments non recyclables</b>			
<b>Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies</b>	<b>122</b>	<b>(15)</b>	
Montant comptabilisé en capitaux propres	159	(18)	12
Effets d'impôts	(37)	3	
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	
Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres	0	-	
Effets d'impôts	(0)	-	
<b>Eléments recyclables</b>			
<b>Couvertures d'investissements nets</b>	<b>4</b>	<b>(2)</b>	
Montant comptabilisé en capitaux propres	4	(2)	
Effets d'impôts	-	-	
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	
Montant comptabilisé en capitaux propres <sup>(1)</sup>	12	8	
Effets d'impôts	(4)	(3)	
<b>Différences de conversion</b>	<b>(321)</b>	<b>59</b>	
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt</b>	<b>(188)</b>	<b>47</b>	
<b>Résultat global de la période</b>	<b>976</b>	<b>1 083</b>	
Dont :			
- part du Groupe	964	1 069	
- part des participations ne donnant pas le contrôle	12	14	

<sup>(1)</sup> Dont (2) millions d'euros recyclés dans le résultat au titre de la période

### 3. Bilan consolidé

<b>Actif</b> (En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018	Notes
<i>En valeurs nettes</i>			
Immobilisations incorporelles	11 539	11 627	8
Goodwill	5 319	5 371	8
Immobilisations corporelles	2 424	2 433	
Actifs financiers non courants	886	958	12
Titres mis en équivalence	11	15	
Instruments dérivés non courants	2	2	
Actifs d'impôt différé	1 556	1 571	6
<b>Actifs non courants</b>	<b>21 737</b>	<b>21 976</b>	
Stocks et encours	5 472	5 515	9
Créances clients et autres créances opérationnelles	1 122	1 991	
Actif d'impôt exigible	177	80	
Autres actifs courants	280	282	11
Instruments dérivés courants	17	18	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	754	910	13
<b>Actifs courants</b>	<b>7 821</b>	<b>8 797</b>	
Actifs destinés à être cédés	0	6	
<b>Total actifs</b>	<b>29 558</b>	<b>30 779</b>	
<b>Passif</b> (En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018	Notes
Capital	411	411	17
Primes d'émission	3 052	3 052	
Réserves et écarts de conversion	9 757	10 993	
Résultat net part du Groupe	1 577	1 023	
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>14 797</b>	<b>15 479</b>	
Participations ne donnant pas le contrôle	181	180	
<b>Capitaux propres</b>	<b>14 978</b>	<b>15 659</b>	
Provisions non courantes	448	424	12
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	526	522	12
Passifs d'impôt différé	2 593	2 697	6
Emprunts obligataires part non courante	6 777	6 865	13
Autres passifs financiers non courants	463	455	13
Instruments dérivés non courants	31	20	
<b>Passifs non courants</b>	<b>10 838</b>	<b>10 983</b>	
Provisions courantes	143	133	12
Dettes fournisseurs	1 951	2 214	
Passif d'impôt exigible	225	238	
Autres passifs courants	960	750	15
Emprunts obligataires part courante	93	96	13
Autres passifs financiers courants	360	700	13
Instruments dérivés courants	11	6	
<b>Passifs courants</b>	<b>3 743</b>	<b>4 137</b>	
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	-	-	
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>29 558</b>	<b>30 779</b>	

#### 4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux Propres Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
<b>Situation d'ouverture 01/07/2017</b>	<b>411</b>	<b>3 052</b>	<b>11 014</b>	<b>(198)</b>	<b>(56)</b>	<b>(208)</b>	<b>(309)</b>	<b>13 706</b>	<b>180</b>	<b>13 886</b>
Résultat global de la période	-	-	1 147	122	8	(313)	-	964	12	976
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux plans de stock-options	-	-	18	-	-	-	-	18	-	18
(Acquisition)/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	(19)	(19)	-	(19)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	(13)	(13)	-	(13)
Dividendes attribués	-	-	(284)	-	-	-	-	(284)	(8)	(292)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres mouvements	-	-	0	-	-	-	-	0	(0)	0
<b>Situation clôture 31/12/2017</b>	<b>411</b>	<b>3 052</b>	<b>11 895</b>	<b>(76)</b>	<b>(48)</b>	<b>(521)</b>	<b>(341)</b>	<b>14 372</b>	<b>184</b>	<b>14 556</b>

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux Propres Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
<b>Situation d'ouverture 01/07/2018</b>	<b>411</b>	<b>3 052</b>	<b>12 022</b>	<b>59</b>	<b>(38)</b>	<b>(380)</b>	<b>(329)</b>	<b>14 797</b>	<b>181</b>	<b>14 978</b>
Impacts IFRS 9 <sup>(1)</sup>	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	-	(1)
<b>Situation d'ouverture au 01/07/2018 retraitée</b>	<b>411</b>	<b>3 052</b>	<b>12 022</b>	<b>59</b>	<b>(38)</b>	<b>(380)</b>	<b>(329)</b>	<b>14 797</b>	<b>181</b>	<b>14 977</b>
Résultat global de la période	-	-	1 023	(15)	5	56	-	1 069	14	1 083
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux plans de stock-options	-	-	18	-	-	-	-	18	-	18
(Acquisition)/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	(45)	(45)	-	(45)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)	-	(2)
Dividendes attribués	-	-	(357)	-	-	-	-	(357)	(14)	(371)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	(0)	-	-	-	-	(0)	0	(0)
<b>Situation clôture 31/12/2018</b>	<b>411</b>	<b>3 052</b>	<b>12 705</b>	<b>44</b>	<b>(33)</b>	<b>(324)</b>	<b>(376)</b>	<b>15 479</b>	<b>180</b>	<b>15 659</b>

<sup>(1)</sup> Analyse des impacts IFRS 9 présentée dans la Note 1.4.2 des Annexes aux comptes consolidés ci-après

## 5. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018	Notes
<b>Trésorerie provenant des opérations d'exploitation</b>			
Résultat net part du Groupe	1 147	1 023	
Participations ne donnant pas le contrôle	16	14	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	(0)	(0)	5
(Produits)/charges financiers	149	156	6
(Produits)/charges d'impôt	246	397	
Résultat des activités abandonnées	-	-	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	106	111	
Variation nette des provisions	(17)	4	
Variation nette des pertes de valeur sur <i>goodwill</i> et immobilisations corporelles et incorporelles	1	26	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	(2)	(5)	
Variation de juste valeur des actifs biologiques	-	0	
Résultat des cessions d'actifs	(39)	(1)	4
Charges liées aux plans de <i>stock-options</i>	18	18	18
<b>Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts</b>	<b>1 625</b>	<b>1 740</b>	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(436)	(654)	16
Intérêts financiers versés	(163)	(170)	
Intérêts financiers reçus	17	17	
Impôts versés/reçus	(118)	(220)	
<b>Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation</b>	<b>925</b>	<b>712</b>	
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(135)	(136)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5	6	
Variation du périmètre de consolidation	-	-	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(35)	(100)	
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	46	0	16
<b>Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'investissement</b>	<b>(118)</b>	<b>(230)</b>	
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement</b>			
Dividendes et acomptes versés	(543)	(636)	17
Autres variations des capitaux propres	-	-	
Emissions ou souscriptions d'emprunts	601	485	16
Remboursements d'emprunts	(650)	(141)	16
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(32)	(54)	
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	
<b>Variation nette de la trésorerie provenant des opérations de financement</b>	<b>(625)</b>	<b>(347)</b>	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	-	-	
<b>Augmentation/(diminution) de la trésorerie (avant effet devises)</b>	<b>182</b>	<b>135</b>	
Impact d'ouverture IFRS 15	-	16	
Incidence des écarts de conversion	27	4	
<b>Augmentation/(diminution) de la trésorerie (après effet devises)</b>	<b>209</b>	<b>156</b>	
<b>Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>677</b>	<b>754</b>	
<b>Trésorerie nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>886</b>	<b>910</b>	

## 6. Notes annexes aux comptes consolidés

Pernod Ricard est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 12, place des Etats-Unis, 75783 Paris CEDEX 16, et est cotée sur Euronext Paris. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche. Le Groupe exerce une activité de production et de vente de vins et spiritueux.

Le 6 février 2019, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2018.

### Note 1 – Principes et méthodes comptables

#### 1.1 Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2018 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2018.

Il convient de noter que :

- l'exercice de référence du Groupe s'étale du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin ;
- les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2018, sous réserve des évolutions du référentiel comptable présentées au paragraphe 1.3 ;
- les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2018.

**Estimations** — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient

Sauf mention contraire :

- Tous les éléments relatifs à la période close le 31 décembre 2017 dans ces comptes consolidés semestriels résumés sont retraités de l'application de la norme IFRS 15 (voir Note 1.4.1 – *Norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*) ;
- La mention « retraité » correspond uniquement au retraitement des comptes de l'exercice précédent requis par l'application d'IFRS 15.

évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2018, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2018.

**Jugements** — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

**Hyperinflation** – Selon les dispositions de IAS 29, l'Argentine est considérée comme une économie hyperinflationniste à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Cependant, compte tenu de la contribution de l'activité exercée en Argentine dans les comptes du groupe, l'impact de l'application de IAS 29 a été estimé non matériel et les retraitements correspondants n'ont pas été opérés.

#### 1.2 Saisonnalité

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

#### 1.3 Evolution du référentiel comptable

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent à Pernod Ricard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 sont les suivants :

- IFRS 15, « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* » : voir Note 1.4.1 ci-dessous ;

- IFRS 9, « Instruments financiers » : voir Note 1.4.2 ci-dessous ;
- Amendements à IFRS 2, « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;
- IFRIC 22, « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée ».
- Amendements à IAS 28 « Intérêts à long-terme dans des entreprises associées et coentreprises » ;
- le cycle d'amélioration des IFRS 2014 – 2016.

En dehors des normes IFRS 15 et IFRS 9, dont les impacts sont détaillés dans les notes 1.4.1. et 1.4.2., ces amendements et interprétations n'ont pas d'incidences sur les comptes du Groupe.

Normes, amendements et interprétations dont l'application sera obligatoire postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2019

Les normes, amendements et interprétations applicables à Pernod Ricard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 sont les suivants :

- **IFRS 16 « Contrats de location » :**

Le Groupe appliquera la méthode de transition rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de

l'application initiale de la norme à la date de première application. Le choix de cette méthode de transition impliquera que les informations comparatives des périodes précédentes ne seront pas retraitées ;

Le recensement des contrats et la collecte des données nécessaires à l'estimation de l'effet d'IFRS 16 sur les résultats et la situation financière du Groupe a été finalisé et l'appréciation des impacts sur les états financiers est en cours.

La magnitude de l'application d'IFRS 16 peut être appréciée au regard du montant des engagements au titre des contrats de locations simples (voir montant au 30 juin 2018 en Note 6.3 des Annexes consolidés de l'exercice 2017/18). Toutefois, compte tenu des changements normatifs et des hypothèses qui seront retenues par le Groupe, les engagements de location pourraient ne pas être entièrement représentatifs de la dette locative qui sera comptabilisée en application d'IFRS 16.

- **IFRIC 23 « Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat »**
- **Amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » ;**
- **le cycle d'amélioration des IFRS 2015 – 2017.**

## 1.4 Impacts liés à la première application des normes IFRS 15 et IFRS 9

### 1.4.1 Norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Cette nouvelle norme remplace les dispositions précédemment existantes, notamment IAS 11 "contrats de construction" et IAS 18 "produits des activités ordinaires".

Le Groupe applique la méthode rétrospective complète au titre de la transition vers la nouvelle norme applicable dans ses comptes depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Les périodes comparatives sont présentées retraitées des impacts de cette norme, à l'exception du Bilan et du Tableau des Flux de Trésorerie, pour lesquels les impacts sont non significatifs. Au 30 juin 2018, les principaux impacts de IFRS 15 sur le Bilan portaient sur une augmentation de la trésorerie de 16 M€ et sur une diminution du BFR d'un montant équivalent.

L'impact de son application n'est pas significatif sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Elle n'a notamment aucun impact sur :

- le Résultat Operational Courant ;
- le fait générateur de reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les deux thématiques principales ayant été identifiées et ayant des impacts sont les suivantes :

- Les services payés aux clients directs et indirects dans le cadre d'accords de visibilité ou d'actions promotionnelles : reclassement de frais publicitaires en diminution du chiffre d'affaires ;
- Les contrats d'embouteillage des produits du Groupe par des tiers en Inde : une augmentation du chiffre d'affaires et du coût des ventes suite à l'analyse des considérations agent vs principal.

Les impacts de cette norme sur les états financiers comparatifs sont présentés ci-après.

## Principes comptables amendés suite à l'application d'IFRS 15

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement composé de ventes de produits finis et est comptabilisé dans le compte de résultat lors du transfert de contrôle des produits. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais, de certains coûts d'opérations commerciales et promotionnelles ainsi que des taxes relatives aux ventes notamment les droits d'accises.

### Coûts des opérations commerciales et promotionnelles

En application de la norme IFRS 15, certains coûts de prestations commerciales, comme les programmes de publicité en coopération avec les distributeurs, les coûts de référencement des nouveaux produits et les actions promotionnelles sur les lieux de vente, les frais publi-promotionnels, viennent en réduction du chiffre d'affaires s'il n'existe pas de service séparable dont la juste valeur puisse être mesurée de manière fiable.

### Droits et taxes

En application de la norme IFRS 15, certains droits d'importation, par exemple en Asie, sont classés en coût des ventes, car ils ne sont pas spécifiquement refacturés aux clients (comme l'est par exemple la vignette Sécurité sociale en France).

### Escomptes

En application de la norme IFRS 15, les escomptes de caisse accordés pour les règlements anticipés ne sont pas considérés comme des transactions financières mais constituent une déduction du chiffre d'affaires.

## Retraitement des états financiers

### Compte de résultat consolidé de la période close au 31 décembre 2017

(En millions d'euros)	31/12/2017 Publié	Impacts IFRS 15	31/12/2017 Retraite�
Chiffre d'affaires	5 082	(145)	4 937
Coût des ventes	(1 883)	( 27)	(1 910)
<b>Marge brute après coûts logistiques</b>	<b>3 200</b>	<b>(172)</b>	<b>3 027</b>
Frais publi-promotionnels	(930)	159	(771)
<b>Contribution après frais publi-promotionnels</b>	<b>2 270</b>	<b>(13)</b>	<b>2 257</b>
Frais de structure	(774)	13	(761)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 496</b>	-	<b>1 496</b>
Autres produits et charges opérationnels	62	-	62
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 558</b>	-	<b>1 558</b>
Charges financières	(172)	-	(172)
Produits financières	23	-	23
<b>Résultat financier</b>	<b>(149)</b>	-	<b>(149)</b>
Impôt sur les bénéfices	(246)	-	(246)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>1 163</b>	-	<b>1 163</b>
Dont :			
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	16	-	16
<b>- Part du Groupe</b>	<b>1 147</b>	-	<b>1 147</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4,34	-	4,34
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	4,32	-	4,32

## Compte de résultat consolidé de la période close au 30 juin 2018

(En millions d'euros)	30/06/2018 Publié	Impacts IFRS 15	30/06/2018 Retraité
Chiffre d'affaires	8 987	(265)	8 722
Coût des ventes	(3 383)	( 50)	(3 433)
<b>Marge brute après coûts logistiques</b>	<b>5 604</b>	<b>(315)</b>	<b>5 289</b>
Frais publi-promotionnels	(1 720)	291	(1 429)
<b>Contribution après frais publi-promotionnels</b>	<b>3 884</b>	<b>(24)</b>	<b>3 860</b>
Frais de structure	(1 526)	24	(1 502)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>2 358</b>	-	<b>2 358</b>
Autres produits et charges opérationnels	(62)	-	(62)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 296</b>	-	<b>2 296</b>
Charges financières	(375)	-	(375)
Produits financiers	74	-	74
<b>Résultat financier</b>	<b>(301)</b>	-	<b>(301)</b>
Impôt sur les bénéfices	(392)	-	(392)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>1 603</b>	-	<b>1 603</b>
Dont :			
- Part des participations ne donnant pas le contrôle	26	-	26
- <b>Part du Groupe</b>	<b>1 577</b>	-	<b>1 577</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	5,97	-	5,97
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	5,94	-	5,94

## Données sectorielles au 31 décembre 2017

### Groupe

(En millions d'euros)	31/12/2017	Impacts IFRS 15	31/12/2017
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	5 082	(145)	4 937
Marge brute après coûts logistiques	3 200	(172)	3 027
Investissements publi-promotionnels	(930)	159	(771)
Contribution après frais publi-promotionnels	2 270	(13)	2 257
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>1 496</b>	<b>-</b>	<b>1 496</b>

### Amérique

(En millions d'euros)	31/12/2017	Impacts IFRS 15	31/12/2017
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	1 399	(29)	1 369
Marge brute après coûts logistiques	937	(29)	908
Investissements publi-promotionnels	(299)	16	(283)
Contribution après frais publi-promotionnels	638	(13)	625
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>423</b>	<b>-</b>	<b>423</b>

### Asie/Reste du Monde

(En millions d'euros)	31/12/2017	Impacts IFRS 15	31/12/2017
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	2 065	(49)	2 015
Marge brute après coûts logistiques	1 243	(76)	1 166
Investissements publi-promotionnels	(355)	76	(279)
Contribution après frais publi-promotionnels	887	-	887
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>628</b>	<b>-</b>	<b>628</b>

### Europe

(En millions d'euros)	31/12/2017	Impacts IFRS 15	31/12/2017
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	1 619	(66)	1 552
Marge brute après coûts logistiques	1 020	(66)	953
Investissements publi-promotionnels	(275)	66	(208)
Contribution après frais publi-promotionnels	745	0	745
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>445</b>	<b>-</b>	<b>445</b>

### Ventilation du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)	31/12/2017	Impacts IFRS 15	31/12/2017
	Publié		Retraité
Marques Stratégiques Internationales	3 221	(117)	3 104
Vins Stratégiques	264	(4)	260
Marques Stratégiques Locales	933	(30)	903
Autres produits	664	6	670
<b>Total</b>	<b>5 082</b>	<b>(145)</b>	<b>4 937</b>

## Données sectorielles au 30 juin 2018

### Groupe

(En millions d'euros)	30/06/2018	Impacts IFRS 15	30/06/2018
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	8 987	(265)	8 722
Marge brute après coûts logistiques	5 604	(315)	5 289
Inv estissements publi-promotionnels	(1720)	291	(1429)
Contribution après frais publi-promotionnels	3 884	(24)	3 860
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>2 358</b>	<b>-</b>	<b>2 358</b>

### Amérique

(En millions d'euros)	30/06/2018	Impacts IFRS 15	30/06/2018
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	2 546	(62)	2 484
Marge brute après coûts logistiques	1 690	(62)	1 628
Inv estissements publi-promotionnels	(533)	38	(495)
Contribution après frais publi-promotionnels	1 157	(24)	1 133
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>735</b>	<b>-</b>	<b>735</b>

### Asie/Reste du Monde

(En millions d'euros)	30/06/2018	Impacts IFRS 15	30/06/2018
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	3 648	(84)	3 564
Marge brute après coûts logistiques	2 164	(134)	2 030
Inv estissements publi-promotionnels	(662)	134	(528)
Contribution après frais publi-promotionnels	1 502	-	1 502
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>996</b>	<b>-</b>	<b>996</b>

### Europe

(En millions d'euros)	30/06/2018	Impacts IFRS 15	30/06/2018
	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	2 792	(119)	2 673
Marge brute après coûts logistiques	1 749	(119)	1 630
Inv estissements publi-promotionnels	(525)	119	(406)
Contribution après frais publi-promotionnels	1 224	-	1 224
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>626</b>	<b>-</b>	<b>626</b>

### Ventilation du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)	30/06/2018	Impacts IFRS 15	30/06/2018
	Publié		Retraité
Marques Stratégiques Internationales	5 623	(218)	5 405
Vins Stratégiques	480	(5)	475
Marques Stratégiques Locales	1 717	(56)	1 661
Autres produits	1 166	15	1 181
<b>Total</b>	<b>8 987</b>	<b>(265)</b>	<b>8 722</b>

#### 1.4.2 Norme IFRS 9 – « Instruments financiers »

La norme IFRS 9 est appliquée selon la méthode rétrospective pour les phases 1 et 2 et prospective pour la phase 3 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, sans ajustement des comparatifs. Cette norme remplace la norme IAS 39 qui a été appliquée jusqu'au 30 juin 2018.

À cette date, les capitaux propres consolidés ont été impactés négativement de (1) million d'euros à la suite de la première application d'IFRS 9. Cet impact porte sur la dépréciation des créances clients.

Les autres dispositions de la norme IFRS 9 n'ont pas eu d'impact sur le montant des capitaux propres consolidés au 1<sup>er</sup> juillet 2018. Les analyses réalisées par le Groupe et les différentes conclusions sont détaillées par phase ci-après.

##### **Phase 1 – Classement et évaluation des actifs financiers et passifs financiers**

Le Groupe a procédé à l'analyse des actifs financiers du Groupe dans le cadre de la nouvelle classification proposée par IFRS 9 et basée sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers. Les actifs financiers du Groupe (hors actifs liés à IAS 19) se composent principalement d'instruments de capitaux propres (titres de participation dans des sociétés non consolidés essentiellement), de prêts, de créances et de dépôts.

À la suite de cette analyse, les instruments de capitaux propres (13 millions d'euros au 30 juin 2018) qui étaient classés dans la catégorie « actifs financiers disponibles à la vente » sous IAS 39 sont reclassés dans la catégorie « instruments de capitaux propres valorisés à la juste valeur par capitaux propres » sous IFRS 9. Ce reclassement est justifié par le fait que :

- ces actifs, de par leur nature, ne génèrent pas des flux de trésorerie constitués uniquement du paiement d'intérêts et du remboursement du principal à des dates définies ;
- le Groupe n'a pas retenu l'option d'un classement de ces actifs en juste valeur par compte de résultat. Dans le futur, et à chaque acquisition d'instruments de capitaux propres, une analyse sera conduite afin de déterminer l'intention de gestion du Groupe, caractérisant alors le mode de comptabilisation des variations de juste valeur.

Les méthodes de valorisation à la juste valeur sont détaillées en Note 14 – *Instruments financiers* de ces annexes et n'ont pas été modifiées.

Les autres actifs financiers (prêts, créances, dépôts et cautions) ne sont quant à eux pas affectés par une modification de méthode de valorisation et continuent à être valorisés selon la méthode du coût amorti.

L'ensemble des actifs financiers sont toujours présentés sur la ligne « Actifs financiers » du Bilan et sont présentés (hors actifs liés à IAS 19) selon leur catégorie et leur méthode d'évaluation dans la note 14 – *Instruments financiers* de ces annexes.

L'analyse réalisée n'a pas permis d'identifier d'opérations de renégociations de financements nécessitant un retraitement.

##### **Phase 2 – Modèle de dépréciation des actifs financiers**

L'analyse réalisée s'est principalement concentrée sur les dépréciations de créances commerciales, le Groupe ne possédant pas de prêts hors-groupe significatifs et ne disposant d'aucune créance financière.

Le Groupe a opté pour la méthode simplifiée pour mesurer les dépréciations relatives à ses créances commerciales. L'étude de l'historique de pertes constatées sur ces créances n'a fait ressortir aucun montant significatif. De plus, les créances sont souvent assurées contre d'éventuels défauts de paiement, réduisant d'autant le risque de pertes. L'ajustement comptabilisé (impact négatif de (1) M€ sur les capitaux propres du Groupe) porte sur plusieurs créances individuellement non significatives.

##### **Phase 3 – Comptabilité de couverture**

L'analyse réalisée n'a pas permis d'identifier de modifications à apporter dans la méthode de comptabilisation des instruments de couverture dont dispose le Groupe.

## Principes comptables amendés suite à l'application d'IFRS 9

- **Actifs financiers**

Les actifs financiers sont composés principalement de participations du Groupe dans des sociétés non consolidées, de prêts, cautions et dépôts, de dépôts de garantie requis par la réglementation fiscale de certains pays et des actifs de régime dans le cadre des engagements de retraite (n'entrant pas dans le scope de IFRS 9).

### Instruments de capitaux propres

Les titres non consolidés sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management (i) dans le compte de résultat dans la rubrique des Produits financiers / Charges financières – autres éléments financiers non courant ou (ii) en capitaux propres consolidés dans la rubrique des Autres éléments du résultat global et ne sont pas recyclés en résultats.

La juste valeur est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. La juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché financier est leur cours de Bourse. Pour les autres titres non consolidés, les critères de valorisation généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

### Prêts, cautions et dépôts

Les prêts, cautions et dépôts sont évalués au coût amorti.

- **Créances clients**

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, qui correspond généralement à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

## Note 2 – Périmètre de consolidation

Le Groupe n'a conclu aucune acquisition ou cession affectant de manière significative le périmètre de consolidation au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2018/19.

## Note 3 – Secteurs opérationnels

Le Groupe est centré autour d'une seule activité : la vente de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : Europe, Amérique et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du Résultat Opérationnel Courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des frais promotionnels et des frais de structure. Les secteurs

présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

## Europe

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Chiffre d'affaires	1 552	1 530
Marge brute après coûts logistiques	953	944
Investissements publi-promotionnels	(208)	(214)
Contribution après investissements publi-promotionnels	745	730
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>445</b>	<b>418</b>

## Amérique

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Chiffre d'affaires	1 369	1 389
Marge brute après coûts logistiques	908	942
Investissements publi-promotionnels	(283)	(276)
Contribution après investissements publi-promotionnels	625	666
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>423</b>	<b>470</b>

## Asie/Reste du Monde

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Chiffre d'affaires	2 015	2 266
Marge brute après coûts logistiques	1 166	1 353
Investissements publi-promotionnels	(279)	(309)
Contribution après investissements publi-promotionnels	887	1,044
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>628</b>	<b>766</b>

## Total

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Chiffre d'affaires	4 937	5 185
Marge brute après coûts logistiques	3 027	3 239
Investissements publi-promotionnels	(771)	(799)
Contribution après investissements publi-promotionnels	2,257	2,440
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>1 496</b>	<b>1 654</b>

## Ventilation du chiffre d'affaires

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Marques Stratégiques Internationales	3 104	3 369
Vins Stratégiques	260	236
Marques Stratégiques Locales	903	959
Autres produits	670	620
<b>Total</b>	<b>4 937</b>	<b>5 185</b>

À compter du 31 décembre 2018, la segmentation ci-dessous est utilisée pour les communications financières. La même segmentation a été appliquée à la période close au 31 décembre 2018 à des fins de comparaison.

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois Retraité	31/12/2018 6 mois
Marques Stratégiques Internationales	3 104	3 369
Vins Stratégiques	260	236
Marques Stratégiques Locales	911	963
Spécialités	137	155
Autres produits	525	462
<b>Total</b>	<b>4 937</b>	<b>5 185</b>

#### Note 4 – Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	(1)	(26)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	33	(8)
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(20)	(14)
Litiges et risques	(3)	(2)
Autres produits et charges opérationnels non courants	53	(16)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>62</b>	<b>(66)</b>

#### Note 5 – Résultat financier

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Charges de la dette financière nette	(162)	(166)
Produits de la dette financière nette	17	17
<b>Coût de la dette financière nette</b>	<b>(144)</b>	<b>(149)</b>
Commissions de structuration et de placement	(1)	(1)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	(8)	(3)
Autres éléments financiers courants, net	1	(4)
<b>Résultat financier courant</b>	<b>(153)</b>	<b>(157)</b>
Ecart de change	5	0
Autres éléments financiers non courants	(1)	1
<b>Résultat financier total</b>	<b>(149)</b>	<b>(156)</b>

Au 31 décembre 2018, le coût de la dette financière nette provient principalement des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 126 millions d'euros.

## Note 6 – Impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt :

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Impôt exigible	(206)	(298)
Impôt différé	(41)	(98)
<b>Total</b>	<b>(246)</b>	<b>(397)</b>

Analyse du taux d'impôt effectif :

(En millions d'euros)	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
Résultat opérationnel	1 558	1 588
Résultat financier	(149)	(156)
<b>Base d'imposition</b>	<b>1 409</b>	<b>1 433</b>
<b>Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France</b>	<b>(485)</b>	<b>(493)</b>
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	204	169
Impact fiscal lié aux variations des taux de change	2	(1)
Réestimation des impôts différés liée à des changements de taux	64	(8)
Incidence des reports déficitaires utilisés/non activés	2	1
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/majoré	(13)	0
Impôts sur distributions	51	(29)
Autres impacts	(72)	(35)
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>(246)</b>	<b>(397)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>17%</b>	<b>28%</b>

La réforme fiscale aux Etats-Unis dite « Tax Cuts and Jobs Acts » de Décembre 2017 a entraîné une revalorisation des actifs et passifs d'impôts suite à la baisse du taux d'impôt fédéral entraînant un profit d'impôt de 55 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Suite à l'invalidation par le Conseil Constitutionnel français en Octobre 2017 du dispositif de la taxe sur les dividendes (dite « Taxe de 3% »), le Groupe a comptabilisé un produit lié au remboursement de la taxe estimé à 71 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018
Marges en stocks	87	89
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	22	21
Provisions pour retraites	90	91
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	870	870
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	487	500
<b>Total actifs d'impôt différé</b>	<b>1 556</b>	<b>1 571</b>
Amortissements dérogatoires	116	117
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	1 936	2 006
Autres	541	574
<b>Total passifs d'impôt différé</b>	<b>2 593</b>	<b>2 697</b>

## Note 7 – Résultat par action

	31/12/2017 6 mois	31/12/2018 6 mois
<b>Numérateur (en millions d'euros)</b>		
Résultat net part du Groupe	1 147	1 023
<b>Dénominateur (en nombre d'actions)</b>		
Nombre moyen d'actions en circulation	264 033 746	264 206 944
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	1 050 284	1 073 014
Effet dilutif des <i>stock-options</i> et options de souscription	386 937	200 929
<b>Nombre moyen d'actions en circulation après dilution</b>	<b>265 470 967</b>	<b>265 480 887</b>
<b>Résultat par action (en euros)</b>		
Résultat net part du Groupe par action de base	4,34	3,87
Résultat net part du Groupe par action après dilution	4,32	3,85

## Note 8 - Immobilisations incorporelles et goodwill

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018
Goodwill	5 456	5 511
Marques	12 757	12 883
Autres immobilisations incorporelles	407	420
<b>Valeurs brutes</b>	<b>18 620</b>	<b>18 814</b>
		-
Goodwill	(137)	(141)
Marques	(1 334)	(1 370)
Autres immobilisations incorporelles	(291)	(306)
<b>Amortissements/dépréciations</b>	<b>(1 762)</b>	<b>(1 817)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>16 858</b>	<b>16 998</b>

Les goodwill sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008. Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell et Brancott Estate, lesquelles ont

été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

La variation des marques et goodwill est essentiellement liée aux évolutions de change.

## Note 9 – Stocks et encours

La répartition des stocks et en-cours de production à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018
Matières premières	136	145
En-cours de biens	4 614	4 677
Stocks de marchandises	467	483
Produits finis	300	258
<b>Valeurs brutes</b>	<b>5 517</b>	<b>5 563</b>
Matières premières	(9)	(10)
En-cours de biens	(11)	(11)
Stocks de marchandises	(13)	(13)
Produits finis	(13)	(13)
<b>Dépréciations</b>	<b>(45)</b>	<b>(48)</b>
<b>Stocks nets</b>	<b>5 472</b>	<b>5 515</b>

Au 31 décembre 2018, les en-cours de biens sont constitués à 78% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

## Note 10 – Transferts d'actifs financiers

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2018/19, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 772 millions d'euros au 31 décembre 2018 et de 610 millions d'euros au 30 juin 2018. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

### Actifs décomptabilisés avec implication continue

(En millions d'euros)	Valeur comptable de l'implication continue				Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale	
	Implication continue	Coût amorti	Détenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente			Passif financier à la juste valeur
Dépôt de garantie, affacturage et titrisation	12	-	-	-	-	12	12

## Note 11 – Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018
Avances et acomptes versés	27	49
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur le résultat	153	142
Charges constatées d'avance	77	72
Autres créances	23	19
<b>Total</b>	<b>280</b>	<b>282</b>

## Note 12 – Provisions

### 12.1 Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018	Notes
<b>Provisions non courantes</b>			
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	526	522	12.3
Autres provisions pour risques et charges non courantes	448	424	12.2
<b>Provisions courantes</b>			
Provisions pour restructuration	43	36	12.2
Autres provisions pour risques et charges courantes	100	97	12.2
<b>Total</b>	<b>1 117</b>	<b>1 079</b>	

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 21 – *Litiges*.

Au 31 décembre 2018, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 521 millions d'euros. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

## 12.2 Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

(En millions d'euros)	Mouvements de l'exercice						31/12/2018
	30/06/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de change	Autres mouvements	
Provisions pour restructuration	43	7	(14)	(0)	0	-	36
Autres provisions courantes	100	3	(4)	(3)	1	0	97
Autres provisions non courantes	448	34	(17)	(47)	3	4	424
<b>Provisions</b>	<b>591</b>	<b>45</b>	<b>(35)</b>	<b>(51)</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>557</b>

## 12.3 Provisions pour retraites

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie, sous forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation entre la provision au 30 juin et au 31 décembre pour les deux périodes :

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018
<b>Passif / (Actif) net comptabilisé à l'ouverture</b>	<b>128</b>	<b>(227)</b>
Charge/(produit) net de la période	34	58
(Gains) et pertes actuariels <sup>(1)</sup>	(159)	18
Cotisations de l'employeur et prestations payées directement par l'employeur	(47)	(44)
Variation de périmètre	(0)	0
Ecart de change	(8)	9
<b>Passif / (Actif) net comptabilisé à la clôture</b>	<b>(52)</b>	<b>(188)</b>
Montant reconnu à l'actif	650	710
<b>Montant de la provision au passif</b>	<b>598</b>	<b>522</b>

<sup>(1)</sup> Comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Au 31 décembre 2018, les 710 millions d'euros de plan en surplus liés aux engagements sociaux sont comptabilisés en Actifs financiers non courants qui s'élèvent à 958 millions d'euros.

L'impact net comptabilisé au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2018
Avantages accumulés durant la période	24	22
Intérêt sur la provision	2	(4)
Frais / Taxes / Primes	5	5
Impact des modifications de régimes / réduction de droits futurs	2	34
Impact des liquidations d'engagement	-	-
<b>Charge/(produit) net comptabilisé au résultat</b>	<b>34</b>	<b>58</b>

Le 26 octobre 2018, le jugement rendu par la Haute Cour de justice dans le cas Llyods a entraîné une obligation d'égaliser la valeur des engagements entre hommes et femmes dans les calculs relatifs au système de pension minimum garantie (*Guaranteed Minimum Pension*) au Royaume-Uni. Une première valorisation a conduit à comptabiliser une augmentation de l'engagement pour 34 millions d'euros au titre des plans à prestations définies du Groupe au Royaume-Uni, en contrepartie des autres produits et charges opérationnels.

### Note 13 – Passifs financiers

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

#### 13.1 Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

(En millions d'euros)	30/06/2018			31/12/2018		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
<b>Emprunts obligataires</b>	<b>93</b>	<b>6 777</b>	<b>6 869</b>	<b>96</b>	<b>6 865</b>	<b>6 961</b>
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie	280	-	280	505	-	505
Autres emprunts et dettes financières	80	463	542	195	455	651
<b>Autres passifs financiers</b>	<b>360</b>	<b>463</b>	<b>822</b>	<b>700</b>	<b>455</b>	<b>1 156</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>452</b>	<b>7 239</b>	<b>7 691</b>	<b>796</b>	<b>7 320</b>	<b>8 117</b>
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	25	25	-	14	14
<b>Instruments dérivés en couverture de juste valeur</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
Instruments dérivés actifs en couverture économique d'actifs nets	(1)	-	(1)	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture économique d'actifs nets	-	-	-	2	-	2
<b>Instruments dérivés en couverture économique d'actifs nets</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Endettement financier après couvertures</b>	<b>452</b>	<b>7 265</b>	<b>7 716</b>	<b>798</b>	<b>7 334</b>	<b>8 132</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(754)</b>	<b>-</b>	<b>(754)</b>	<b>(910)</b>	<b>-</b>	<b>(910)</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>(303)</b>	<b>7 265</b>	<b>6 962</b>	<b>(112)</b>	<b>7 334</b>	<b>7 223</b>

#### 13.2 Répartition de l'endettement par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2018

Au 30/06/2018 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilité	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	3 521	281	3 802	(221)	3 580	49%	51%
USD	4 174	(98)	4 076	(8)	4 068	53%	58%
GBP	(25)	(92)	(117)	(1)	(118)	-2%	-2%
SEK	(9)	-	(9)	-	(9)	0%	0%
Autres devises	31	(67)	(36)	(523)	(559)	0%	-8%
<b>Endettement financier par devise</b>	<b>7 691</b>	<b>25</b>	<b>7 716</b>	<b>(754)</b>	<b>6 962</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au 31/12/2018 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilité	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	3 603	175	3 778	(135)	3 642	46%	50%
USD	4 413	(19)	4 394	(135)	4 259	54%	59%
GBP	5	(144)	(139)	(36)	(175)	-2%	-2%
SEK	7	(63)	(56)	(19)	(75)	-1%	-1%
Autres devises	88	67	155	(584)	(429)	2%	-6%
<b>Endettement financier par devise</b>	<b>8 117</b>	<b>16</b>	<b>8 132</b>	<b>(910)</b>	<b>7 223</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### 13.3 Répartition de l'endettement par devise et par type de couverture de taux au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2018

Au 30/06/2018 (en millions d'euros)	Dettes après couverture par devise	Dettes fixes <sup>(1)</sup>	Dettes variables encadrées	Dettes variables	% (dettes fixes + variables encadrées)/ dettes après couverture	Disponibilité	% (dettes fixes + variables encadrées)/ dettes nettes
EUR	3 802	2 655	-	1 147	70%	(221)	74%
USD	4 076	3 406	-	670	84%	(8)	84%
GBP	(117)	-	-	(117)	N.S.	(1)	N.S.
SEK	(9)	-	-	(9)	N.S.	-	N.S.
Autres devises	(36)	22	-	(58)	N.S.	(523)	N.S.
<b>Total</b>	<b>7 716</b>	<b>6 084</b>	-	<b>1 633</b>	<b>79%</b>	<b>(754)</b>	<b>87%</b>

Au 31/12/2018 (en millions d'euros)	Dettes après couverture par devise	Dettes fixes <sup>(1)</sup>	Dettes variables encadrées	Dettes variables	% (dettes fixes + variables encadrées)/ dettes après couverture	Disponibilité	% (dettes fixes + variables encadrées)/ dettes nettes
EUR	3 778	2 727	-	1 051	72%	(135)	75%
USD	4 394	3 467	-	927	79%	(135)	81%
GBP	(139)	-	-	(139)	N.S.	(36)	N.S.
SEK	(56)	-	-	(56)	N.S.	(19)	N.S.
Autres devises	155	40	-	116	N.S.	(584)	N.S.
<b>Total</b>	<b>8 132</b>	<b>6 234</b>	-	<b>1 898</b>	<b>77%</b>	<b>(910)</b>	<b>86%</b>

N.S. : Non Significatif.

<sup>(1)</sup> Couvertures comptables et autres dérivés.

### 13.4 Répartition de la dette taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2018 et 31 décembre 2018

(En millions d'euros)	30/06/2018				31/12/2018			
	Dettes avant couverture		Dettes après couverture		Dettes avant couverture		Dettes après couverture	
Dettes fixes	6 770	88%	6 084	79%	6 933	85%	6 234	77%
Dettes variables encadrées	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes variables	946	12%	1 633	21%	1 200	15%	1 898	23%
<b>Endettement financier après couverture par nature de taux</b>	<b>7 716</b>	<b>100%</b>	<b>7 716</b>	<b>100%</b>	<b>8 132</b>	<b>100%</b>	<b>8 132</b>	<b>100%</b>

Au 31 décembre 2018 avant toute couverture, 85% de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 15% à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 23%.

### 13.5 Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2018 et 31 décembre 2018

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2018.

Au 30/06/2018 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(7 679)	(323)	(38)	(891)	(1 071)	(1 587)	( 727)	(3 042)
Intérêts	-	(1 886)	(123)	(126)	(249)	(232)	(176)	(104)	(876)
<b>Endettement financier brut</b>	<b>(7 691)</b>	<b>(9 565)</b>	<b>(447)</b>	<b>(164)</b>	<b>(1 140)</b>	<b>(1 303)</b>	<b>(1 763)</b>	<b>( 830)</b>	<b>(3 918)</b>
Cross currency swaps :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(43)	(33)	(15)	(2)	(7)	(5)	(1)	(1)	(2)
<b>Instruments dérivés passifs</b>	<b>(43)</b>	<b>(33)</b>	<b>(15)</b>	<b>(2)</b>	<b>(7)</b>	<b>(5)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(2)</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>(7 734)</b>	<b>(9 598)</b>	<b>(461)</b>	<b>(166)</b>	<b>(1 147)</b>	<b>(1 308)</b>	<b>(1 764)</b>	<b>( 831)</b>	<b>(3 921)</b>

Au 31/12/2018 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(8 085)	(657)	(42)	(889)	(1 088)	(2 308)	( 539)	(2 562)
Intérêts	-	(1 793)	(128)	(125)	(254)	(208)	(149)	(90)	(839)
<b>Endettement financier brut</b>	<b>(8 117)</b>	<b>(9 878)</b>	<b>(785)</b>	<b>(167)</b>	<b>(1 143)</b>	<b>(1 296)</b>	<b>(2 457)</b>	<b>( 629)</b>	<b>(3 401)</b>
Cross currency swaps :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(26)	(23)	(8)	(2)	(4)	(2)	(2)	(2)	(4)
<b>Instruments dérivés passifs</b>	<b>(26)</b>	<b>(23)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2)</b>	<b>(4)</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>	<b>(4)</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>(8 143)</b>	<b>(9 901)</b>	<b>( 793)</b>	<b>(169)</b>	<b>(1 147)</b>	<b>(1 298)</b>	<b>(2 459)</b>	<b>( 631)</b>	<b>(3 405)</b>

### 13.6 Crédit syndiqué

Au 31 décembre 2018, le crédit syndiqué multidevises s'élevant à 2 500 millions d'euros ne fait pas l'objet de tirages.

### 13.7 Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan en MEUR 31/12/2018
850 MEUR	2,00%	20/03/2014	22/06/2020	857
1 000 MUSD	5,75%	07/04/2011	07/04/2021	882
201 MUSD	Marge + Libor 6 mois	26/01/2016	26/01/2021	179
1 500 MUSD	4,45%	25/10/2011	15/01/2022	1 342
800 MUSD	4,25%	12/01/2012	15/07/2022	703
500 MEUR	1,88%	28/09/2015	28/09/2023	489
650 MEUR	2,13%	29/09/2014	27/09/2024	651
600 MEUR	1,50%	17/05/2016	18/05/2026	603
600 MUSD	3,25%	08/06/2016	08/06/2026	510
850 MUSD	5,50%	12/01/2012	15/01/2042	747
<b>TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>				<b>6 961</b>

## Note 14 – Instruments financiers

(En millions d'euros)	Ventilation par classification comptable					30/06/2018	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
<b>Actif</b>							
Actifs financiers disponibles à la vente	Niveau 3	-	13	-	-	13	13
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation		-	-	108	-	108	108
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	1 122	-	1 122	1 122
Autres actifs courants		-	-	280	-	280	280
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	19	-	-	-	19	19
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	754	-	-	-	754	754
<b>Passif</b>							
Emprunts obligataires		-	-	-	6 869	6 869	7 175
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	791	791	791
Emprunts sur opérations de crédit-bail		-	-	-	31	31	31
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	43	-	-	-	43	43

(En millions d'euros)	Ventilation par classification comptable					31/12/2018	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
<b>Actif</b>							
Instruments de capitaux propre	Niveau 3	-	103	-	-	103	103
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participation		-	-	145	-	145	145
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	1 991	-	1 991	1 991
Autres actifs courants		-	-	282	-	282	282
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	20	-	-	-	20	20
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	910	-	-	-	910	910
<b>Passif</b>							
Emprunts obligataires		-	-	-	6 961	6 961	7 174
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	1 126	1 126	1 126
Emprunts sur opérations de crédit-bail		-	-	-	29	29	29
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	26	-	-	-	26	26

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable ;
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant

en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;

- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la Credit Valuation Adjustment (CVA) et de la Debt Valuation Adjustment (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (rating de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 31 décembre 2018, l'impact est non significatif.

#### Note 15 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2018
Dettes fiscales et sociales	613	674
Autres dettes d'exploitation	347	75
Autres créditeurs	-	-
<b>Total</b>	<b>960</b>	<b>750</b>

#### Note 16 – Notes sur le tableau des flux de trésorerie

##### 16.1 Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de +654 millions d'euros en raison d'une activité traditionnellement plus soutenue à fin décembre par rapport à fin juin. Elle se décompose principalement comme suit :

- créances clients : +914 millions d'euros,
- dettes d'exploitation : (261) millions d'euros,
- autres : +1 millions d'euros.

##### 16.2 Souscription/Remboursements d'emprunts

L'encours du Groupe dans le crédit syndiqué n'a pas évolué entre le 30 juin 2018 et le 31 décembre 2018. L'encours des titres négociables à court terme a augmenté de 225 millions d'euros sur la période.

##### 16.3 Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Le groupe n'a procédé à aucune cession significative au cours de la période.

## Note 17 – Capitaux propres

### 17.1 Capital social

Le capital social du Groupe a évolué de la manière suivante entre le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et le 31 décembre 2018 :

	Nombre de titres	Montant (En millions d'euros)
Capital social au 30 juin 2018	265 421 592	411
<b>Capital social au 31 décembre 2018</b>	<b>265 421 592</b>	<b>411</b>

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de dix ans, acquièrent un droit de vote double.

### 17.2 Titres autodétenus

Au 31 décembre 2018, Pernod Ricard SA et ses filiales contrôlées détenaient 1 273 347 titres Pernod Ricard pour une valeur de 134 millions d'euros.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

### 17.3 Dividendes versés et proposés

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 novembre 2018, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2018 s'élève à 2,36 euros par action. Un acompte de 1,01 euro par action ayant été versé le 6 juillet 2018, le solde, soit 1,35 euro par action, a été mis en paiement le 30 novembre 2018.

## Note 18 – Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a constaté une charge de 18 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de *stock-options* et d'actions de performance au

31 décembre 2018. Les plans de *stock-options*, d'actions de performance et d'actions gratuites sont dénoués en actions (*equity settled*).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin et le 31 décembre :

	En unité
<b>Nombre d'options / actions en circulation au 30 juin 2018</b>	<b>2 351 874</b>
Nombre d'options levées / actions acquises au cours de la période	(416 477)
Nombre d'options / actions annulées au cours de la période	(125 081)
Nombre d'options / actions nouvellement attribuées au cours de la période	449 826
<b>Nombre d'options / actions en circulation au 31 décembre 2018</b>	<b>2 260 142</b>

## Note 19 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés du Groupe sont globalement stables à 2 462 millions d'euros au 31 décembre 2018. Les engagements hors bilan reçus du Groupe sont également stables à 2 585 millions d'euros au 31 décembre 2018.

## Note 20 – Passifs Eventuels

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2006/07 à 2014/15, concernant spécifiquement, pour un montant de 7 183 millions de roupies indiennes (soit 90 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses

de promotion et de publicité. Pernod Ricard India, avec le soutien de ses conseils fiscaux, conteste le bien-fondé de ce chef de redressement et estime ses chances de succès probables en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

## Note 21 – Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « Autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 12 - Provisions) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 31 décembre 2018, au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué, s'élève à 521 millions d'euros, contre 548 millions d'euros au 30 juin 2018 (cf. Note 12 - Provisions). Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

### Litiges relatifs aux marques

#### Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 160 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC.

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au

refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour la période de 10 années finissant le 27 janvier 2016. Une nouvelle demande de renouvellement pour une période de 10 années courant du 27 janvier 2016 a été accordée.

2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. A la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes : une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur encontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

### Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale ou région et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la

divulgaration du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

#### **Inde**

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. La Société poursuit activement ses discussions avec les autorités et juridictions.

Par ailleurs, Pernod Ricard India a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2014/15 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 20 – *Passifs éventuels*) avec des montants de redressement moins élevés au titre des dernières années contrôlées.

A noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font pas l'objet

de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 12- *Provisions*) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

#### **Litiges commerciaux**

##### **Colombie**

Le 14 novembre 2017, une plainte auprès de l'Autorité de la compétence colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) a été déposée conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100% par le département) contre Pernod Ricard S.A., Pernod Ricard Colombia S.A. et l'un de ses concurrents. Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux accusés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/2017. Pernod Ricard conteste vivement cette plainte et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que cette nouvelle plainte reprend les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la république de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

#### **Note 22 – Parties liées**

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2018, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2018, mentionnées dans le document de

référence 2017/18. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période.

#### **Note 23 – Événements post-clôture**

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

## 4/ Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er juillet au 31 décembre 2018

Aux Actionnaires de la société Pernod Ricard,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 de l'annexe des comptes consolidés semestriels condensés qui expose les incidences de la première application au 1<sup>er</sup> juillet 2018 des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

### II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris La Défense, le 7 février 2019  
Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Eric Ropert  
Associé

Caroline Bruno-Diaz  
Associée

David Dupont-Noel  
Associé



Pernod Ricard